

Chili : défaite de Boric au référendum constitutionnel

mercredi 14 septembre 2022

Cet article est la traduction de celui qu'a publié la revue socialiste américaine Jacobin.

Chili : défaite de Boric au référendum constitutionnel

Dimanche 4 septembre, la direction des *Movimientos Sociales por el Apruebo* — militants et représentants soutenant l'*Apruebo*, l'approbation » de la nouvelle constitution — s'est réunie au siège du syndicat Bata dans le centre-ville de Santiago, à quelques pas de l'emblématique Plaza Dignidad (un site crucial lors du soulèvement d'octobre 2019). Après 18 heures, les résultats ont commencé à tomber pour le référendum national visant à approuver ou à rejeter le nouveau texte constitutionnel, rédigé en un an par la Convention constitutionnelle, l'organe élu au suffrage universel en mai 2021.

On a rapidement compris que le *Rechazo* (rejet) allait l'emporter, mais personne n'avait anticipé l'ampleur de la défaite. Après des mois de mobilisations, il a fallu faire face et accepter la victoire des forces conservatrices contre le projet de constitution, qui ne cherchait rien de moins que de mettre fin à la constitution de 1980, écrite pendant la dictature d'Augusto Pinochet.

Le résultat a été dévastateur : 61,88 % de *Rechazo* et 38,12 % d'*Apruebo*, avec la participation de plus de 13 millions d'électeurs (85,81 % du registre électoral), soit 4,5 millions de plus que lors du second tour des élections présidentielles de décembre 2021, une hausse de la participation due à l'adoption d'un système de vote obligatoire avec inscription automatique.

Dans la région de Magallanes, dans l'extrême sud, où réside la famille du président Gabriel Boric, *Rechazo* a obtenu 60 % des voix — une défaite personnelle pour le jeune chef d'État de gauche. Dans le nord, *Apruebo* n'a pas atteint 35 %, et dans la région d'Araucanía, où vivent la plupart des communautés indigènes mapuches, le rejet a atteint 74 %. Pas même dans les grandes villes de Santiago ou de Valparaíso, zones urbaines traditionnellement plus ouvertes au changement et où plusieurs maires de gauche (y compris des communistes) ont été récemment élus, une majorité n'a voté en faveur de la nouvelle constitution. L'*Apruebo* n'a obtenu une majorité que dans huit des 346 municipalités du pays.

La droite et les centristes opposés au texte sont immédiatement apparus à la télévision et sur les médias sociaux pour célébrer leur victoire dans les rues et sur les places des quartiers aisés de Santiago. L'extrême droite a également exprimé son bonheur. Divers dirigeants conservateurs semblaient étonnés de la marge de leur victoire — une scène improbable il y a tout juste deux ans, lorsque le Chili, « oasis » et « vitrine » du néolibéralisme, semblait prendre un tournant historique avec la rébellion d'octobre.

L'élite néolibérale a fait diverses tentatives pour colmater les fissures du modèle néolibéral et remédier à la crise de légitimité du système politique, qui a failli conduire à la destitution du président multimillionnaire Sebastián Piñera. Ce fut le cas le 15 novembre 2019, lorsque presque tous les partis parlementaires ont signé l'Accord pour la paix sociale et une nouvelle Constitution. Cela a divisé le Frente Amplio (ou « Front large », une coalition de gauche créée en 2017) entre ceux qui considéraient que l'accord constituait une institutionnalisation nécessaire des luttes en cours et ceux qui y voyaient un moyen de les démobiliser. Les groupes dans la rue ont décrit l'accord comme le produit d'un nouveau complot concocté par les partis politiques, entre autres parce qu'il a été célébré alors que le mouvement populaire faisait face à une répression criminelle de la part de l'État chilien.

Ce qui est certain, c'est que le 19 décembre 2021, l'un des conseillers de l'accord, Gabriel Boric, du

Frente Amplio, est élu président du Chili, à la tête d'une coalition de son groupe avec le Parti communiste. Cela a semblé confirmer, dans les urnes, la volonté sociale de changement, bien que ce soit sur la base d'un programme très modéré et contre José Antonio Kast, un candidat d'extrême droite qui a traduit la demande d'ordre avec l'accent raciste et xénophobe d'une partie importante de la population.

Cela aurait dû tirer la sonnette d'alarme, mais une grande partie de la gauche n'a pas semblé l'entendre. Auparavant, les puissants résultats du plébiscite de 2020 avaient indiqué de larges possibilités de transformation sociopolitique (78 % des électeurs ont approuvé l'idée d'une nouvelle charte pour mettre fin à la constitution de 1980), malgré les limites intrinsèques d'une assemblée convoquée, en partie, par les anciens partis du Congrès. D'autres signaux d'alarme auraient également dû se déclencher à l'époque : près de la moitié des Chiliens n'ont pas pris la peine de voter, surtout dans les quartiers populaires. Mais l'énergie d'octobre semblait encore suffisamment présente pour pouvoir s'imposer à la Convention constitutionnelle, avec la parité hommes-femmes, les sièges réservés aux peuples indigènes, les représentants indépendants et la présence des mouvements féministes et sociaux.

La nouvelle constitution n'allait pas en soi démanteler le néolibéralisme, mais elle ouvrait de nouveaux espaces à la lutte des classes au Chili.

Le fait que la droite se soit retrouvée acculée a permis au congrès d'obtenir un texte constitutionnel progressiste et très avancé à bien des égards : la fin de l'État subsidiaire néolibéral et la construction d'un « État de droit social et démocratique », solidaire et avec une parité de représentation, reconnaissant de multiples droits fondamentaux, y compris des formes de démocratie participative, et avec un véritable espace pour le bien commun et la lutte contre la crise climatique. Avec une forte présence de revendications féministes — comme la reconnaissance du travail domestique et de soins — le texte instaure en outre un système de sécurité sociale publique, la déprivatisation de l'eau, la fin du Sénat en faveur d'une « Chambre des régions », et la création (enfin) d'un État plurinational, intégrant une partie des revendications historiques du peuple mapuche.

Les droits du travail ont également connu des avancées notables, avec la négociation collective au niveau de l'industrie, le droit de grève effectif et les droits syndicaux exclusifs — c'est-à-dire une révolution copernicienne par rapport à l'actuelle réglementation du travail chilienne, qui a suscité le mécontentement des grandes entreprises locales et transnationales. Évidemment, la nouvelle constitution n'allait pas en soi démanteler le néolibéralisme, mais elle a ouvert de nouvelles arènes de lutte de classe au Chili. Alors comment expliquer que la grande majorité des Chiliens aient tourné le dos à ce projet de constitution, considéré comme une avancée historique par de nombreuses organisations sociales ?

Les raisons d'une défaite

Il convient de souligner la capacité des élites néolibérales à rassembler leurs forces précisément dans le domaine où les luttes sociales semblaient avoir mis en échec leur modèle socio-économique : les droits sociaux inscrits dans la nouvelle constitution dans des domaines tels que la santé, le logement, l'accès à l'eau, l'éducation et le travail.

À cette fin, les forces de Rechazo ont diffusé une série de mensonges éhontés. Par le biais d'une campagne de plusieurs millions de dollars sur les médias sociaux, et en utilisant leur quasi-monopole sur les médias, ils ont avancé des absurdités du type suivant : « Le citoyen sera obligé de se faire soigner dans un système de santé publique débordé » ; « La liberté d'enseignement sera supprimée » ; « Les prestations de l'État pousseront les travailleurs à opter pour le chômage » ; « Les logements seront expropriés et la propriété privée sera abolie » ; « Le principe d'égalité devant la loi sera effacé pour favoriser les indigènes et les homosexuels, entre autres minorités » ; « La liberté religieuse sera supprimée et les communautés évangéliques seront persécutées » ; « L'avortement sera autorisé à n'importe quel stade de la grossesse » ; « Tous les contrôles aux frontières seront levés » ; « La loi protégera les criminels au détriment des victimes » ; « Les économies des travailleurs seront confisquées et les héritages bloqués » ; « Le nom du pays et ses emblèmes nationaux seront modifiés » ; pour ne citer

que quelques-unes des déclarations apparues à la télévision de base.

Plus que la variété des mensonges de la campagne *Rechazo*, il est important de souligner la capacité d'organisation stratégique de la droite.

Plus que la variété des mensonges de la campagne *Rechazo*, il est important de souligner la capacité d'organisation stratégique de la droite. Ils ont même habilement décidé de mener une campagne qui affirmait être en faveur d'un changement constitutionnel, mais pas en faveur de cette nouvelle constitution, et ont ainsi trouvé des alliés dans ceux qui se trouvent au centre du spectre politique et dans les partisans de l'ancienne coalition *Concertación*.

À ce stade, on peut apprécier l'importante différence avec les forces politiques de *l'Apruebo* : bien que la gauche parlementaire et les mouvements sociaux anti-néolibéraux aient obtenu la majorité des sièges de la Convention constitutionnelle, dès le moment inaugural de la sélection du bureau exécutif, des différences sont apparues, et certains constituants ont semblé suivre les chemins et les coutumes du Congrès chilien disgracié. Les membres indépendants ont rencontré divers obstacles, et un scandale s'est soldé par la démission d'un électeur. Pendant ce temps, les forces du centre gauche se sont montrées réticentes à suivre les principes réformateurs des électeurs liés aux mobilisations sociales, un obstacle renforcé par l'imposition d'un quorum de deux tiers pour approuver chaque article.

Dans de nombreux cas, et malgré de nombreuses enquêtes et initiatives de participation, la convention a semblé trop éloignée des préoccupations immédiates des gens ordinaires et de leurs intérêts, une tendance qui s'est poursuivie au cours des dernières semaines de la convention. En même temps, il faut souligner que diverses assemblées — les réunions territoriales et de jeunes et les tentatives de travail collectif de quartier qui ont émergé avec force au cours du mois d'octobre — se sont progressivement désarticulées, tant sous l'effet des politiques institutionnelles et électorales que de la répression continue et, ensuite, sous le poids de la pandémie et de la crise économique.

D'autre part, le gouvernement de Gabriel Boric, malgré les promesses d'un programme de réformes progressives, s'est rapidement retrouvé lui aussi empêtré dans un procès public. Lorsqu'une décision politique était nécessaire pour faire avancer le changement constitutionnel, l'administration a inauguré un mandat imprécis en cherchant des alliances « pragmatiques » avec l'ancienne coalition *Concertación* au Congrès — où elle est minoritaire — afin de gouverner.

À plusieurs reprises, le véritable patron du cabinet de l'administration, le ministre des finances Mario Marcel — ancien président de la Banque centrale et militant du bloc social-libéral au pouvoir depuis 1990 — a fait sentir sa présence. La ministre de l'Intérieur, Izkia Siches, a également fait l'objet de critiques. Au début de son mandat, elle a brièvement cherché le dialogue avec les communautés mapuches en conflit, pour finalement soutenir la militarisation de la région et l'emprisonnement d'Héctor Llaitul, chef de l'organisation armée *Coordinadora Arauco-Malleco*.

On peut dire la même chose des prisonniers politiques de la rébellion d'octobre qui continuent de purger leur peine parce que l'exécutif n'arrive pas à rassembler la volonté de proposer une grâce générale. Il y a eu des gains concrets dans l'accès aux soins de santé publics, mais le manque de progrès sur les questions centrales, comme sa timide réforme fiscale, ne fait rien pour remplir son mandat de changement.

Les divergences entre les travailleurs, le gouvernement et le processus constitutionnel sont évidentes au vu des résultats du 4 septembre.

Le progressisme de l'administration ne semble pas disposé à affronter le pouvoir économique réel — ni à mobiliser sa base sociale. Des segments importants qui avaient voté pour Boric ont commencé à le condamner ouvertement. Dans le même temps, la droite a utilisé sa machine médiatique bien huilée pour lier l'impopularité croissante du gouvernement au texte de la nouvelle constitution. Les journalistes ont couvert à profusion la cible croissante du crime organisé et du trafic de drogue, l'associant aux situations choquantes des migrants dans le nord du pays. Le nouvel électeurat, stimulé par le vote obligatoire, s'est joint directement aux segments désabusés de la classe ouvrière pour consommer le large triomphe de *Rechazo*.

Comme le note l'historien Igor Goicovic, les divergences entre les travailleurs, le gouvernement et le

processus constitutionnel sont évidentes au vu des résultats du 4 septembre. Les nombreuses questions mises en avant par les mouvements sociaux au cours de la Convention constitutionnelle sur le féminisme, l'environnementalisme ou la plurinationalité n'ont pas entraîné une plus grande cohésion au sein de l'électorat populaire, mais ont plutôt suscité des doutes quant au manque de force sociale pour traverser le pays « par le bas » et débattre de ces questions :

Dans toutes les municipalités que les écologistes ont qualifiées de « zones de sacrifice », l'option Rechazo a prévalu avec une large marge... Il n'en a guère été autrement dans les municipalités des régions du Biobío et de l'Araucanía (Macrozona Sur), orientées notamment vers la sylviculture, où le conflit entre les entreprises forestières et les communautés indigènes a pris des dimensions de plus en plus importantes. . . Si l'on observe le comportement électoral des municipalités de la région métropolitaine [de Santiago], on constate une tendance historique : les municipalités aux revenus les plus élevés (Las Condes, Lo Barnechea et Vitacura) votent en masse pour l'option Rechazo. Les municipalités qui tendent à être de classe moyenne, comme La Reina, Providencia, Macul, Peñalolén et La Florida, rejoignent également Rechazo, à l'exception de municipalités comme Maipú et Ñuñoa. Alors que pratiquement toutes les municipalités ouvrières (parmi elles, Recoleta, El Bosque, La Pintana, La Granja, Lo Espejo, Cerro Navia, Renca, et Independencia) qui ont historiquement été des bastions de la gauche ont également opté pour Rechazo.

Et maintenant ?

Le segment de la classe ouvrière qui, malgré tout ce qui a été expliqué ci-dessus, a voté Apruebo aussi résolument lors du plébiscite du 4 septembre que lors de celui de 2020 se débat aujourd'hui avec un sentiment de catastrophe à travers lequel il peut imaginer un dilemme profond et antagoniste avec le modèle néolibéral chilien. Il est clair que la maturation de cet antagonisme ne trouvera pas de soutien dans le gouvernement actuel.

Dans son discours de dimanche dernier, Boric a appelé à l'unité nationale et à laisser tomber les « maximalismes, la violence et l'intolérance », annonçant un changement rapide de son cabinet. Il réorganisera son cabinet en fonction de la trajectoire vers le centre que nous avons décrite, ouvrant le palais de la Moneda aux forces de l'ancienne coalition Concertación, ce qui pourrait mettre davantage à mal son alliance avec le parti communiste. Ce cabinet sera conçu pour faire passer sa réforme fiscale sous la forme d'un accord fiscal qui répond de manière prévisible aux priorités immédiates de survie de l'administration — c'est-à-dire attirer rapidement des capitaux en accommodant les entreprises rentables et en sollicitant des prêts pour couvrir les coûts publics afin d'aider à contenir les mobilisations potentielles.

En ce qui concerne la constitution, les partis ont confirmé qu'ils poursuivront un nouveau calendrier, qui sera centré sur le Congrès — annonçant le retour de la politique de consensus qui a été rejetée depuis 2019 et mettant à plat la nouvelle constitution transformationnelle. Le 4 septembre, face aux résultats du plébiscite, le commandement des Movimientos Sociales por el Apruebo a conclu :

Il est essentiel que les segments que nous avons organisés pour rendre possible ce processus assument également la tâche qui reste tracée pour nous. Il n'y a pas de retour en arrière possible. Notre peuple a pris une décision indiscutable, et la tâche de faire tomber la constitution de Pinochet et le modèle néolibéral continue d'être à l'ordre du jour. Dans ce processus, l'apprentissage que nous avons fait sera fondamental, car les mouvements sociaux ne sont plus ce qu'ils étaient avant d'écrire cette constitution.

Contributeurs

Frank Gaudichaud est docteur en sciences politiques et professeur d'études latino-américaines à l'université Toulouse-Jean Jaurès. Il est membre du comité de rédaction de Contre-Temps à Paris et contribue à Jacobin.

Miguel Urrutia est sociologue à la Faculté des sciences sociales de l'Université du Chili et membre de la

gauche libertaire.

Alex Caring-Lobel est rédacteur en chef adjoint à Jacobin.

—